



Tous acteurs de l'**énergie**

Date du document : 05/09/2024

DÉCISION

CD-24i05-CWaPE-0984

**DEMANDE D'AUTORISATION DE CONSTRUCTION
D'UNE LIGNE DIRECTE D'ÉLECTRICITÉ ENTRE
L'INSTALLATION PHOTOVOLTAÏQUE DE SKYSUN 2 SRL
ET LES INSTALLATIONS DES CALCAIRES DE LA SAMBRE SA
À MONTIGNY-LE-TILLEUL**

*rendue en application de l'article 29 du décret du 12 avril 2001 relatif à
l'organisation du marché régional de l'électricité*

1. CADRE LÉGAL

Le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité (ci-après « le décret »), tel que modifié par les décrets du 11 avril 2014, du 2 mai 2019 et du 5 mai 2022, définit la ligne directe comme :

« une ligne d'électricité présentant une tension nominale inférieure ou égale à 70 kV reliant un site de production isolé à un client isolé ou une ligne d'électricité reliant un producteur d'électricité et une entreprise de fourniture d'électricité pour approvisionner directement leurs propres établissements, filiales et clients » (article 2, 24°).

Le décret prévoit, par ailleurs, en son article 29, § 1^{er}, que :

« Sans préjudice des dispositions applicables en matière d'aménagement du territoire, la construction de nouvelles lignes directes est soumise à l'octroi préalable d'une autorisation individuelle délivrée par la CWaPE, et publiée sur le site de la CWaPE. ».

Les critères objectifs et non discriminatoires, ainsi que la procédure d'octroi, de régularisation et de révision des autorisations sont précisés dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 septembre 2015 relatif aux lignes directes électriques, tel que modifié par l'arrêté du 18 juillet 2019 (ci-après, « AGW lignes directes »).

2. RÉTROACTES

Par courrier recommandé, reçu le 12 juillet 2024, SKYSUN 2 SRL a introduit auprès de la CWaPE un dossier de demande d'autorisation de construction d'une ligne directe d'électricité entre son installation photovoltaïque et les installations des CALCAIRES DE LA SAMBRE SA à Montigny-le-Tilleul. La demande a été complétée par courriels des 12 et 23 juillet 2024.

La CWaPE a, par courrier du 26 juillet 2024, formellement accusé réception de la demande d'autorisation d'une ligne directe et constaté le caractère complet du dossier.

La redevance de 500 € fixée par l'article 5, § 2, de l'AGW lignes directes – indexée à 638,73 € – en vue de l'instruction de la demande a été reçue par la CWaPE en date du 20 août 2024.

Au vu des pièces constituant le dossier et des exigences posées par l'article 4 de l'AGW lignes directes, la CWaPE a par ailleurs déclaré la demande recevable par courrier du 29 août 2024.

3. ANALYSE DE LA DEMANDE

3.1. Descriptif du projet et motivation

Le projet consiste en la construction et l'exploitation d'une installation photovoltaïque d'une puissance maximale de ■■■ et de la mise en place d'une ligne directe en vue d'alimenter les établissements des CALCAIRES DE LA SAMBRE SA, sis rue Blanc Caillou, 1 à 6111 Montigny-le-Tilleul.

SKYSUN 2 SRL sera producteur d'électricité pour son client LES CALCAIRES DE LA SAMBRE SA. La fourniture d'électricité sera assurée par la société SKYSUN SA.

Toute l'installation prévue se situera sur un site d'exploitation de carrière, exploité par LES CALCAIRES DE LA SAMBRE SA et CARRIERES SAINT LOUIS DE LANDELIES SA, composé de plusieurs parcelles cadastrales, dont ces dernières sont propriétaires.

Par acte notarié du 5 mars 2024, SKYSUN 2 SRL s'est vu octroyer un droit de superficie en vue de la construction et de l'exploitation d'une installation photovoltaïque et son raccordement aux installations de CALCAIRES DE LA SAMBRE SA.

3.2. Critères d'octroi

L'article 4 de l'AGW lignes directes, dispose que :

« § 1^{er}. Le demandeur justifie la construction d'une ligne directe ou la régularisation d'une ligne directe au moyen d'une note motivée reprenant sa situation et les arguments permettant d'attester que la ligne directe remplit les conditions visées aux paragraphes 2 et 2/1.

§2. Le demandeur démontre que la ligne directe pour laquelle il demande une autorisation constitue :

1° soit une ligne électrique reliant un site de production isolé à un client isolé ;

2° soit une ligne électrique qui permet à un producteur d'électricité ou une entreprise de fourniture d'électricité d'approvisionner directement ses propres établissements, filiales et clients.

§ 2/1. Outre la condition visée au paragraphe 2, le demandeur justifie que la ligne directe rencontre l'une des hypothèses suivantes :

1° soit la ligne directe se situe intégralement sur un seul et même site, constitué d'un ou plusieurs terrains contigus, lorsque le demandeur est titulaire de droits réels sur ledit site et la ligne pendant la durée réelle d'amortissement de l'installation de production, telle qu'approuvée par la CWaPE ;

2° soit le demandeur s'est vu refuser l'accès au réseau ou ne dispose pas d'une offre de raccordement au réseau public à des conditions techniques et économiques raisonnables ;

3° soit la ligne directe est raccordée à un réseau privé ou à un réseau fermé professionnel autorisés.

(...) ».

Le projet à l'examen répond à la condition prévue à l'article 4, § 2, 2°, de l'AGW lignes directes, à savoir la « *ligne électrique qui permet à un producteur d'électricité ou une entreprise de fourniture d'électricité d'approvisionner directement ses propres établissements, filiales et clients* ».

SKYSUN 2 SRL sera en effet producteur et alimentera directement son client, CALCAIRES DE LA SAMBRE SA, au départ de son installation photovoltaïque.

La demande est justifiée sur la base de l'article 4, § 2/1, alinéa 1^{er}, 1°, de l'AGW lignes directes, à savoir que « la ligne directe se situe intégralement sur un seul et même site, constitué d'un ou plusieurs terrains contigus, lorsque le demandeur est titulaire de droits réels sur ledit site et la ligne pendant la durée réelle d'amortissement de l'installation de production, telle qu'approuvée par la CWaPE ».

Il ressort du plan géographique identifiant le tracé de la ligne directe et les parcelles cadastrales traversées, que l'installation photovoltaïque et la ligne directe se situeront entièrement sur un seul et même site de carrière exploité par CALCAIRES DE LA SAMBRE SA et CARRIERES DE SAINT LOUIS DE LANDELIES SA.

Par acte notarié du 5 mars 2024, SKYSUN 2 SRL s'est vu octroyer par CALCAIRES DE LA SAMBRE SA et CARRIERES SAINT LOUIS DE LANDELIES SA un droit de superficie à l'emplacement de l'installation photovoltaïque ainsi que sur tout le tracé de la ligne directe sur les parcelles [REDACTED]. Ces droits ont été octroyés pour une durée de 15 ans à compter de la mise sous tension de l'installation photovoltaïque.

3.3. Capacités techniques, particularités techniques et administratives caractérisant le projet

Le demandeur a remis une déclaration de CALCAIRES DE LA SAMBRE SA reconnaissant que tous les renseignements nécessaires lui ont été fournis en matière de conception, exploitation, entretien de l'installation de SKYSUN 2 SRL et qu'au regard de ceux-ci, CALCAIRES DE LA SAMBRE SA estime que SKYSUN 2 SRL présente, à ses yeux, les garanties et compétences suffisantes.

Le demandeur a, en outre, remis à la CWaPE une attestation de sa compagnie d'assurances qui confirme la couverture des risques en matière de responsabilité civile engendrés par la nouvelle ligne directe.

Le demandeur a aussi satisfait aux exigences d'information de la CWaPE concernant :

- a. les propriétés électriques d'ensemble de la liaison : tension nominale, tension maximale, intensité nominale, intensité maximale, puissance nominale et puissance maximale ;
- b. les caractéristiques physiques de la liaison : nature, nombre et section des conducteurs, longueur et mode de pose ;
- c. un plan géographique détaillé reprenant au minimum :
 - i. les différentes longueurs ;
 - ii. le nombre et l'emplacement éventuel des supports en cas de mode de pose aérien (pas de pose aérienne de câbles envisagée) ;
- d. un schéma unifilaire restreint précisant au minimum les différents éléments électriques assurant la jonction entre les jeux de barres du tableau amont de la ligne directe (côté producteur) et les jeux de barres du tableau aval de la ligne directe (côté client).

Conformément à l'article 3 de l'AGW lignes directes, le demandeur a dès lors démontré qu'il disposait de capacités techniques suffisantes pour l'exercice des activités visées par sa demande.

4. DÉCISION DE LA CWaPE

Vu l'article 29, § 1^{er}, du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, disposant que : « *Sans préjudice des dispositions applicables en matière d'aménagement du territoire, la construction de nouvelles lignes directes est soumise à l'octroi préalable d'une autorisation individuelle délivrée par la CWaPE, et publiée sur le site de la CWaPE.* » ;

Vu les dispositions de l'arrêté du 17 septembre 2015 relatif aux lignes directes électriques, tel que modifié par l'arrêté du 18 juillet 2019, en particulier les articles 2, 3 et 4, §§ 2 et 2/1, 1° ;

Vu la demande d'autorisation d'une ligne directe introduite par SKYSUN 2 SRL et réceptionnée en date du 12 juillet 2024, complétée par courriels des 12 et 23 juillet 2024 ;

Considérant que le demandeur est une personne morale de droit belge ; qu'il a produit les documents nécessaires à la démonstration de ses capacités techniques pour la construction et l'exploitation de la ligne directe ;

Considérant que la ligne directe permettra au demandeur d'approvisionner directement son client, CALCAIRES DE LA SAMBRE SA ;

Que la ligne directe sera située sur un seul et même site d'exploitation de carrière ;

Considérant que SKYSUN 2 SRL est titulaire d'un droit de superficie sur le tracé de la ligne directe pour une durée de 15 ans et que ce droit est opposable aux tiers ;

Considérant que SKYSUN 2 SRL est titulaire d'un droit réel de superficie sur le tracé de la ligne directe pour une durée de 15 ans, éventuellement prolongeable ; que cette durée est inférieure à la durée d'amortissement/de vie économique d'une installation photovoltaïque, telle que prise en considération par le Département de l'Énergie et du Bâtiment durable de la Direction générale opérationnelle Aménagement du Territoire, Logement, Patrimoine et Énergie du Service public de Wallonie, dans sa « Communication 2023/028584 relative aux coefficients économiques k_{ECO} applicables pour la filière photovoltaïque de plus de 10 kW pour la période du 1er janvier au 30 juin 2024 », laquelle est de 20 ans ;

Eu égard à ce qui précède :

Article 1^{er} : la CWaPE autorise la construction et l'exploitation d'une ligne directe d'électricité entre l'installation photovoltaïque de SKYSUN 2 SRL et les installations de CALCAIRES DE LA SAMBRE SA situées rue Blanc Caillou 1 à 6111 Montigny-le-Tilleul, selon les conditions présentées dans le dossier de demande du 12 juillet 2024, tel que complété par courriels des 12 et 23 juillet 2024.

Article 2 : la durée de l'autorisation de l'exploitation en ligne directe est limitée à la durée du droit de superficie de 15 ans.

Article 3 : au plus tard le jour de la mise en service de la ligne, SKYSUN 2 SRL fournira à la CWaPE un procès-verbal rédigé par un organisme de contrôle agréé attestant la conformité de cette partie de l'installation électrique aux prescriptions réglementaires applicables ainsi que l'attestation par l'organisme agréé, de l'impossibilité de bouclage des réseaux à travers la ligne directe.

La présente décision ne dispense pas le demandeur de l'obligation de solliciter et d'obtenir tous autres permis, autorisations ou avis auxquels le projet peut être soumis en application d'autres législations.

ANNEXE (CONFIDENTIELLE)

1. Demande de SKYSUN 2 SRL – Courrier du 12 juillet 2024 ; courriel du 12 et 23 juillet 2024

* *
*

La présente décision peut, en vertu de l'article 50ter du décret électricité, dans les trente jours qui suivent la date de sa notification ou à défaut de notification, à partir de sa publication ou, à défaut de publication, à partir de la prise de connaissance, faire l'objet d'un recours en annulation devant la Cour des marchés visée à l'article 101, § 1^{er}, alinéa 4, du Code judiciaire, statuant comme en référé.

En vertu de l'article 50bis du décret électricité, la présente décision peut également, sans préjudice des voies de recours ordinaires, faire l'objet d'une plainte en réexamen devant la CWaPE, dans les deux mois suivant la publication de la décision. Cette plainte n'a pas d'effet suspensif, sauf lorsqu'elle est dirigée contre une décision imposant une amende administrative. « *La CWaPE statue dans un délai de deux mois à dater de la réception de la plainte ou des compléments d'informations qu'elle a sollicités. La CWaPE motive sa décision. À défaut, la décision initiale est confirmée* ».

En cas de plainte en réexamen, le délai de trente jours mentionné ci-dessus pour l'exercice d'un recours en annulation devant la Cour des marchés « *est interrompu jusqu'à la décision de la CWaPE, ou, en l'absence de décision de la CWaPE, pendant deux mois à dater de la réception de la plainte ou des compléments d'information sollicités par la CWaPE* » (article 50ter, § 4, du décret électricité).